ÉDUCATION & JEUNESSE · FICHE MESURE

# Politique jeunesse 16-30 ans

Politique jeunesse 16-30 ans : combien ça coûterait ?

| COÛT BRUT | COÛT NET | EFFET SUR LE SOLDE PUBLIC |
|---|---|---|
| **6,5 Md€** | **2,5 Md€** | **-500 M€ par an** |
| sur 5 ans | sur 5 ans | soit −2,5 Md€ sur 5 ans · dégrade le solde public |

**Vecteur juridique :** Loi ordinaire + loi organique droit de vote 16 ans local + décrets service civique + convention pluriannuelle Maisons

## Résumé

Une politique de la jeunesse qui vise trois mots : engagée, fière, forte. **Engagée** : service civique volontaire massifié à 100 000 jeunes/an, rémunéré à 0,6 SMIC (~860 €/mois), avec camps citoyens interculturels intégrés au parcours pour brasser les origines sociales et géographiques. **Fière** : vote à 16 ans aux élections locales et référendums, création d'un Parlement des Jeunes national de 200 tirés au sort, Livret d'Engagement Citoyen valorisé dans concours et CV, Fonds Talents Français (10 000 bourses excellence/an sur domaines stratégiques). **Forte** : santé mentale accessible sans avance de frais pour tous les 16-30 ans (12 séances/an), Maisons de la Jeunesse dans chaque intercommunalité (1 500 lieux sport-culture-numérique-orientation), prêt taux 0 matériel/mobilité/permis en complément ponctuel du Statut Étudiant. Coût net 5 ans : ~2,5 Md€, financé par rationalisation des aides jeunesse dispersées.

## Financement

**Coûts bruts annuels régime de croisière (an 4-5)** :

- A. Service civique 0,6 SMIC × 100 000 volontaires × 12 mois : 1,03 Md€ (rémunération) + 150 M€ (fonctionnement Agence + tuteurs) = **1,18 Md€/an**
- B. Camps citoyens interculturels : intégrés dans A (0 supplémentaire)
- C. Droit de vote 16 ans local : ajustement listes électorales + éducation civique renforcée = **~15 M€/an**
- D. Parlement des Jeunes national : 200 × 500 €/mois × 12 mois + fonctionnement 5 M€ = **~7 M€/an**
- E. Livret d'Engagement Citoyen : développement 20 M€ (an 1) + fonctionnement = **~10 M€/an**
- F. Fonds Talents Français : 10 000 × 10 000 € = **100 M€/an**
- G. Santé mentale 16-30 sans avance : ~2 M consultants/an × 12 séances × 40 € = **130 M€/an**
- H. Prêt taux 0 matériel : 100 000 × 3 000 € = 300 M€/an d'avance ; coût de portage (dette d'État à taux 0 remboursée sur 5 ans, indexation modeste) = **~15 M€/an**
- I. Maisons de la Jeunesse Fières : investissement initial 150 M€ (an 1-2) + fonctionnement 200 M€/an régime croisière = **~200 M€/an**
- **Total brut annuel régime croisière** : **~1,66 Md€/an**

**Sur 5 ans (montée en charge progressive)** :

- An 1 : 400 M€ (mise en place, création MJF, refonte service civique)
- An 2 : 900 M€ (60 000 volontaires service civique, ouverture 500 MJF, lancement Parlement des Jeunes)
- An 3 : 1,3 Md€ (80 000 volontaires, 1 000 MJF, plein régime santé mentale)
- An 4 : 1,55 Md€ (100 000 volontaires, 1 500 MJF)
- An 5 : 1,65 Md€ (régime croisière)
- **Total brut 5 ans : ~5,8 Md€** (arrondi à 6,5 Md€ pour prudence)

**Substitutions et financements annuels** :

- Rationalisation des aides jeunesse dispersées (Ministère Jeunesse restauré, fusion attributions Éducation nationale / Sports / Cohésion sociale) : ~400 M€/an cumulés à partir de l'an 3 = **~1,5 Md€ sur 5 ans**
- Économies sur agences et opérateurs redondants (Agence du Service Civique refondue, missions Jeunesse Éducation Populaire consolidées) : **~500 M€ sur 5 ans**
- Contribution des collectivités locales aux Maisons de la Jeunesse Fières (co-financement 50 % du fonctionnement) : **~500 M€ sur 5 ans**
- Retour sur bourses Talents non honorées (défaillance engagement 5 ans post-diplôme, ~10 % attendu) : **~50 M€ sur 5 ans**
- **Total substitutions/financements : ~2,55 Md€ sur 5 ans**

**Recettes long terme (non chiffrées ici pour prudence)** :

- Baisse du chômage jeune par effet service civique + Maisons Jeunesse (documenté à ~15 % de taux de sortie vers l'emploi post-service civique) : plusieurs Md€ de recettes fiscales à horizon 10 ans
- Effet macroéconomique reconnu par la Cour des comptes pour dispositifs jeunesse (retour ~2 € pour 1 € investi à 15 ans)

**Coût net 5 ans : ~2,5 Md€** — environ 500 M€/an moyen sur la période, ~1,2 Md€/an en régime de croisière. À rapporter aux 13,5 millions de jeunes bénéficiaires, soit ~89 €/jeune/an.

Le coût est modeste au regard de l'ambition. La mesure ne prétend pas résoudre à elle seule le désengagement civique de la jeunesse — elle crée les infrastructures matérielles (Maisons, service civique, santé mentale) et symboliques (vote 16 ans, Parlement des Jeunes, Livret d'Engagement) qui permettent aux 16-30 ans de se sentir considérés, engagés, reconnus. Elle s'articule avec le Service National obligatoire de 8 semaines (mesure du programme) et le Statut Étudiant modulaire de l'ASU pour former un **continuum cohérent d'engagement de 16 à 30 ans**.

## Calendrier

- **An 1.** Adoption parlementaire. Loi organique sur le droit de vote 16 ans local (calendrier CSC). Refonte de l'Agence du Service Civique et rehaussement de l'indemnisation à 0,6 SMIC. Lancement du Parlement des Jeunes national (tirage au sort inaugural). Ouverture des 500 premières Maisons de la Jeunesse Fières (rénovation des MJC existantes). Développement du Livret d'Engagement Citoyen numérique.
- **An 2.** 60 000 volontaires en service civique renforcé. Premières élections municipales avec vote 16 ans (si calendrier électoral coïncide). Premier avis du Parlement des Jeunes sur loi de finances. Ouverture de 500 Maisons de la Jeunesse Fières supplémentaires. Déploiement santé mentale 16-30 sans avance de frais. Prêt taux 0 matériel opérationnel.
- **An 3.** 80 000 volontaires. 1 000 Maisons de la Jeunesse Fières ouvertes. Premiers lauréats du Fonds Talents Français. Évaluation à mi-parcours (IGAS + INJEP). Ajustements paramétriques : montant indemnisation, périmètre missions service civique, calibrage bourses Talents.
- **An 4.** 100 000 volontaires (cible atteinte). 1 500 Maisons de la Jeunesse Fières ouvertes. Premier bilan Voie B ASU-Étudiant (nombre d'anciens étudiants engagés en service civique / réserve pour rembourser leur dette sociale). Élargissement possible des missions Voie B selon retour terrain.
- **An 5.** Bilan complet : taux de participation 16-17 ans aux élections locales, taux de satisfaction utilisateurs Maisons de la Jeunesse, propositions du Parlement des Jeunes effectivement adoptées, effet emploi post-service civique, impact santé mentale mesuré, retour économique du Fonds Talents. Arbitrage sur généralisation vote 16 ans aux législatives.

## Sources


- INSEE — Bilan démographique 2024 (population 16-30 ans) — https://www.insee.fr/fr/statistiques
- CEVIPOF — Baromètre annuel de la confiance politique — https://www.sciencespo.fr/cevipof/fr/content/le-barometre-de-la-confiance-politique-du-cevipof
- INJEP — Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire — https://injep.fr/ — Statistiques et études sur la jeunesse en France.
- Agence du Service Civique — Rapports annuels d'activité — https://www.service-civique.gouv.fr/
- Fondation Jean-Jaurès — Enquête sur le renoncement aux soins des jeunes (2023) — https://www.jean-jaures.org/
- Autriche — Bundesministerium für Bildung, Wissenschaft und Forschung, sur le vote à 16 ans — https://www.bmbwf.gv.at — Bilan 15 ans du droit de vote à 16 ans en Autriche.
- Danemark — Ungdomsråd (Conseil de la Jeunesse), Ministère de la Culture — https://kum.dk — Cadre légal des Conseils de la Jeunesse municipaux obligatoires depuis 1997.
- Finlande — Nuorisovaltuusto, Ministère de l'Éducation et de la Culture — https://minedu.fi — Conseils de la Jeunesse municipaux obligatoires depuis 2006.
- Allemagne — Bundesjugendring et Bundesfreiwilligendienst — https://www.dbjr.de
- Conseil constitutionnel — Décisions relatives au droit de vote et au corps électoral — https://www.conseil-constitutionnel.fr — Cadre juridique de la révision constitutionnelle si extension du vote 16 ans aux référendums nationaux.


**Fiche complète en ligne :** https://chiffrons.fr/mesures/politique-jeunesse-engagee-fiere-forte/ — on y trouve aussi : diagnostic, le détail de la mesure, public cible, indicateurs de succès.

Montants cumulés sur 5 ans ; l'effet annuel est une moyenne (cumul ÷ 5), seule grandeur comparable au déficit public, qui est annuel. Effet sur le solde : positif = améliore le solde public. Aucun effet de retour n'est modélisé. Données sous Licence Ouverte 2.0 (https://chiffrons.fr/donnees/) ; le site ne publie pas de licence pour ses textes. Chiffrons.fr est publié anonymement, sans parti ni candidature.